

Commentaires de la société Afone SA dans le cadre de la consultation publique initiée par l'ARCEP sur le projet de décision relative à la réorganisation des tranches de numéros commençant par 06 et 07

L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l'« **ARCEP** » ou « **l'Autorité** ») a initié la présente consultation afin de recueillir les commentaires des acteurs du secteur quant aux évolutions envisagées concernant l'organisation des tranches de numéros commençant par 06 et 07, notamment pour tenir compte du risque de saturation du plan national de numérotation mobile. Dans ce cadre, serait envisagée une nouvelle définition des conditions d'éligibilité aux numéros mobiles à dix chiffres dont seraient notamment exclus les services dits « machine to machine » (ci-après « **M2M** »), qui relèveraient désormais d'une tranche de numéros à quatorze chiffres.

La société Afone (ci-après « **Afone** ») constitue, compte tenu de son activité, un opérateur concerné au premier plan par les mesures que l'Autorité envisage d'adopter.

En effet, d'une part, son activité consiste en la fourniture de service de communications mobiles en tant qu'opérateur de communications électroniques, notamment à partir de ressource en numérotation commençant par 06 et 07.

D'autre part, Afone fournit elle-même des services M2M (télésurveillance, TPE, etc.)

C'est dans ce contexte qu'Afone souhaite porter à l'attention de l'Autorité les commentaires qu'appellent, le cas échéant, de sa part les différentes questions et hypothèses soumises à consultation.

Dans un souci de lisibilité, Afone détaillera ci-après, question par question, ses commentaires.

Question n°1 : Avez-vous des remarques concernant la définition des communications M2M proposée dans le cadre de cette décision ?

Afone n'a pas de commentaires sur la définition proposée par l'Autorité.

Question n°2 : Avez-vous des remarques concernant la définition des terminaux connectés à l'internet proposée dans le cadre de cette décision ?

Afone n'a pas de commentaires sur la définition proposée par l'Autorité.

Question n°3 : Avez-vous des remarques concernant le délai pendant lequel il sera indispensable d'avoir un numéro de téléphone dans les réseaux mobiles ? Merci de justifier votre réponse.

Afone partage sur ce point le constat de l'Autorité.

Question n°4 : Avez-vous des remarques concernant le choix de l'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole ?

Afone n'a pas de remarque sur le choix de l'Autorité d'ouvrir une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole et y est favorable.

Question n°5 : Avez-vous des remarques concernant la proposition consistant à ne plus utiliser les numéros à 10 chiffres en métropole pour les applications M2M et les terminaux connectés ?

Afone considère indispensable que les équipements utilisant déjà, à la date d'entrée en vigueur du nouveau dispositif, un numéro à dix chiffres ne soient pas soumis à une obligation de migration vers des numéros à quatorze chiffres, comme l'indique l'Autorité au point *IV, vi* de son projet de décision.

A cet égard, Afone souhaite appeler l'attention de l'Autorité sur le fait que certains équipements utilisés dans le cadre d'applications M2M déjà déployées pourraient ne pas être compatibles avec l'utilisation d'un numéro à quatorze chiffres. Tel est notamment le cas de certains TPE ou centrales de télésurveillance, qui peuvent avoir des durées de vie de l'ordre de 5 à 8 ans selon les équipements considérés.

Par conséquent, il convient de ne pas imposer une obligation de migration pour les applications déjà déployées afin de ne pas exposer les acteurs concernés à un risque majeur de déstabilisation de leurs activités.

En outre, à partir de 2014, c'est-à-dire une fois imposée l'utilisation de numéros à quatorze chiffres pour les applications M2M nouvellement proposées, il est indispensable que l'ensemble des équipements utilisés s'avèrent compatibles avec ce nouveau format de numéros.

Dans la mesure où cette situation dépend des fabricants de tels matériels, et afin que le choix des fournisseurs de services pour la fourniture desdits équipements ne soit pas contraint, Afone considère que des dérogations devraient trouver à s'appliquer dès lors que le fournisseur du

service M2M ne disposerait pas, à la date prévue pour la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, d'équipements compatibles avec ce nouveau format de numéros.

Question n°6 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre opérationnelle prévues ?

Afone renvoie sur ce point à ses commentaires sur la question n° 5.

Question n°7 : Avez-vous des remarques concernant le format de la nouvelle tranche ?

Afone n'a pas de remarque sur le format.

Question n°8 : Avez-vous des remarques concernant le périmètre des applications autorisées dans la nouvelle tranche ?

Si la tranche de numéros étendue a évidemment vocation à concerner l'accès mobile pour la fourniture de services de communications électroniques, Afone appelle l'attention de l'Autorité sur le fait que certaines applications M2M concernent également des usages non nomades (centrales d'alarme, télésurveillance, etc).

Dans ces conditions, la définition des conditions d'utilisation des numéros devrait être complétée afin d'intégrer également ces usages.

Question n°9 : Avez-vous des remarques concernant la granularité d'attribution de la nouvelle tranche ?

L'Autorité a retenu une granularité minimale d'attribution des numéros mobiles de longueur étendue de 10 millions de numéros pour la métropole.

Afone considère que le choix d'une granularité aussi élevée est inopportun, notamment en ce qu'elle conduira les opérateurs à se voir attribuer une ressource qui pourrait s'avérer largement excédentaire à leurs besoins réels et rester inutilisée.

En outre, Afone s'inquiète des conséquences de ce choix sur le montant de la taxe pour l'attribution de ressources de numérotation dont sont redevables les opérateurs.

En effet, si le mécanisme de calcul actuellement en vigueur pour les numéros à 10 chiffres était appliqué à la nouvelle tranche étendue, les opérateurs devraient payer chaque année un montant correspondant au nombre de numéros disponibles dans le bloc, multiplié par un certain coefficient.

Compte tenu de la granularité d'attribution élevée en métropole (10 millions de numéros dans un bloc), le montant de la taxe à payer pourrait s'avérer totalement désincitatif pour des opérateurs qui souhaiteraient ne fournir leurs services qu'à un nombre limité d'abonnés, au détriment de l'objectif de concurrence sur les marchés considérés.